



FACE À L'ESCALADE GUERRIÈRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL, LA COMPLICITÉ DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahou étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

29 septembre 2024, Gustave Roussy

UN AN DE MASSACRES DE CIVILS

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême-droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens y habitant.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'État d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

LES LARMES DE CROCODILES DES GRANDES PUISSANCES

Devant l'Assemblée Générale des Nations Unies à New York, Netanyahou est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. Mais tant le

Hezbollah que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées face au danger d'un embrasement régional. Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, l'Iran et le Hezbollah savent qu'ils ne feront pas le poids. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région. Les plus réactionnaires en sont des exemples.

PAS EN NOTRE NOM !

Les dirigeants de ce monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant qu'ils assurent le maintien de leur ordre impérialiste. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom.

Faisons du week-end des 5 et 6 octobre l'occasion de manifestations massives pour faire entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban.

IL FAUT QUE TOUT CHANGE POUR QUE RIEN NE CHANGE

Avec la non-mise en conformité du site de GR2, son personnel soignant et ses patients doivent être déménagés sur GR1. Petit problème : les murs de GR1 ne se sont pas magiquement agrandis durant l'été et c'est la galère pour réussir à caser et soigner tout le monde. C'est l'HDJ, déjà bien surchargé avant la fusion, qui essuie les plâtres de problèmes qui auraient pu être anticipés en amont, à une époque où la direction a pris connaissance des travaux de mise en conformité mais a choisi de ne rien en faire. Manque de volonté ou soucis économique? En attendant la facture est payée par les patients et soignants!

SOIGNER PLUS POUR GAGNER PLUS

Si on comprend bien qu'il faut continuer à soigner les patients qui étaient sur GR2, cet incident témoigne aussi d'une autre logique. Il faudrait toujours soigner plus, tant pis pour les conditions de soins et de travail, car c'est aussi le cumul du nombre de patient qui permet à GR de rester haut dans les classements mondiaux des CLCC.

HÔPITAL SANS TABAC SUPPLÉMENT HYPOCRISIE

Les intentions de l'opération Hôpital sans tabac sont louables : tenter de lutter contre un fléau qui tue chaque année des dizaines de milliers de travailleurs. Mais ce n'est pas avec une interdiction bête et méchante qu'on lutte contre une addiction, surtout quand on voit qu'il suffit de marcher quelques dizaines de mètres pour pouvoir fumer sans être inquiété par personne. C'est le maintien de cette frontière qui permet à l'hôpital de toucher un soutien financier, peu importe si le personnel et les patients arrêtent réellement de fumer ou non.

BORDEAUX : VÉTUSTÉ DU CHU... ET DU SYSTÈME DE SANTÉ

Le 14 septembre, un faux plafond est tombé sur un lit dans l'unité d'hospitalisation de courte durée des urgences du groupe hospitalier de Pellegrin. Par chance, la patiente et son accompagnant présents n'ont pas été blessés. Cet « incident malheureux », pour reprendre les propos de la direction, est une nouvelle illustration du délabrement non seulement du

CHU de Bordeaux mais de l'ensemble du système de santé. La nouvelle ministre de la Santé, Darrieussecq, a déjà annoncé : « Je ne suis pas une fée [...] les enveloppes n'augmenteront jamais à la hauteur que tout le monde espérait. » Les « fées » du gouvernement préfèrent se pencher sur d'autres berceaux, comme Sanofi, qui vient de bénéficier de 240 millions d'euros d'« aides » de l'État...

LES LABOS PHARMACEUTIQUES JOUENT AVEC NOTRE SANTÉ

L'Agence nationale de sécurité du médicament a prononcé des sanctions financières à l'encontre de 11 laboratoires pharmaceutiques, pour un montant proche de 8 millions d'euros. La législation prévoit que les médicaments dits d'intérêt thérapeutique majeur (MITM) disposent d'un stock de sécurité de quatre mois minimum s'ils ont fait l'objet de ruptures ou risques de rupture réguliers au cours des deux années précédentes. Malgré cette loi, plus de 5 000 ruptures de stocks de médicaments ont eu lieu en 2023 : les laboratoires pharmaceutiques ne produisent qu'en fonction des bénéfices. Et quel que soit le montant des amendes cela ne changera pas. La seule solution : arracher la santé des mains des capitalistes.

GRÈVE DANS UNE CLINIQUE EMEIS, EX-ORPEA

Le groupe ORPEA a changé de nom suite au scandale... mais pas de pratiques ! Dans la clinique privée Emeis du 20ème arrondissement de Paris, un salarié sur 2 était en grève jeudi dernier. Les salaires sont trop faibles, le matériel abîmé et le sous-effectif permanent. «La nuit, il n'y a que 3 aides soignantes et 2 infirmiers pour 4 étages et 94 patients. En cas d'urgence, ils ne pourront pas agir». Public ou privé, c'est la même chose : sous-effectif, salaires de misère et plannings aberrants. Puisqu'on a les mêmes problèmes, luttons donc tous ensemble !

+22,3 % POUR LES INTERNES DU ROYAUME-UNI

Les internes anglais viennent d'accepter une augmentation de salaire de 22,3 %. Ils ont organisé une série de débrayages au cours des 18 derniers mois pour protester contre les augmentations salariales inférieures à l'inflation depuis 2010 et contre les pressions accrues liées au coût de la vie.